

● (1440)

**LE PÉTROLE—L'OPPORTUNITÉ D'UN AMORTISSEMENT
ACCÉLÉRÉ DES FRAIS DE CONSTRUCTION D'ENTREPÔTS**

L'hon. Alvin Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à adresser au ministre des Finances. Étant donné l'urgence de la situation à laquelle nous devons faire face cet hiver, le ministre envisage-t-il, après avoir consulté ses collègues, d'annoncer qu'il est prêt dans son prochain budget à appliquer l'amortissement accéléré en deux ans à tous ceux qui construisent des entrepôts dans les localités?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): C'est une instance que j'examinerai certainement, monsieur l'Orateur.

**L'APPROVISIONNEMENT EN PÉTROLE VÉNÉZUÉLIEN ET
LE PROJET DE CRÉATION D'UNE SOCIÉTÉ NATIONALE**

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Puis-je demander au ministre si, à sa connaissance, il y a au Venezuela du pétrole que l'organisme concerné serait prêt à vendre sous contrat cet hiver à une société énergétique canadienne relevant du gouvernement ou appuyée par lui?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, à l'origine, la discussion portait sur la possibilité d'obtenir du pétrole à la suite de la fermeture des concessions au Venezuela. A la fin de la semaine dernière, vendredi ou samedi, je pense, on a dit que le Venezuela percevrait ses redevances en nature; dans ce cas, l'agence vénézuélienne C.V.P. aura du pétrole. Nous continuons à demander des renseignements à ce sujet, mais pour l'instant, je ne peux pas dire s'il y a possibilité de signer un contrat dans un avenir rapproché.

**LE PÉTROLE—DEMANDE D'INTERVENTION DU PREMIER
MINISTRE DANS LES ENTRETIENS AVEC L'ALBERTA**

M. Joe Clark (Rocky Mountain): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire pour le premier ministre. Comme les méthodes suivies par le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources dans ses entretiens avec l'Alberta ont donné lieu à des confrontations en deux occasions successives, le premier ministre entend-il intervenir personnellement dans cette question en rencontrant le premier ministre de l'Alberta ou par d'autres moyens ou a-t-il l'intention de nommer le ministre des Finances ou quelque autre intermédiaire pour aider à mettre un terme à ce climat de confrontation?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je suis toujours prêt et heureux à l'idée de rencontrer le premier ministre de l'Alberta sur quelque sujet que ce soit, mais, sur celui-ci, je dois assurer la

Questions orales

Chambre que tout le gouvernement est derrière le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources...

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. Hellyer: Ils sont tous en arrière.

M. Trudeau: ... pour appuyer une politique qui n'est pas injuste envers les Américains et qui n'a pour effet que de ramener au Trésor, pour l'instant, des profits inattendus qui ne seraient pas allés aux gens de l'Alberta mais à des corporations multinationales.

Des voix: Bravo!

**LA TAXE À L'EXPORTATION DU PÉTROLE—LE
GOUVERNEMENT DE L'ALBERTA ET LA NOUVELLE
POLITIQUE FÉDÉRALE—DEMANDE D'EXPLICATIONS**

M. Joe Clark (Rocky Mountain): Je ne sais trop, monsieur l'Orateur, à quoi rime cette allusion aux Américains, mais j'y verrai une faute de géographie. J'aimerais poser ma question supplémentaire au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Pourrait-il nous dire si les vues présentées aux ministres du gouvernement de l'Alberta il y a une semaine ce soir concernant une taxe d'exportation diffèrent sensiblement de la position annoncée par le gouvernement jeudi soir. Si oui, nous expliquerait-il pourquoi?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, nous avons présenté aux ministres de l'Alberta les options qui s'offraient au gouvernement et qui revenaient dans le fond à celle de savoir s'il fallait prévoir une augmentation du prix pour le 1^{er} février à l'ouest de la ligne de la vallée de l'Outaouais ou quelque chose de semblable. Nous avons présenté ces options aux ministres mais, parce qu'ils ont refusé d'approuver toute mesure en vertu du programme de restriction des prix, nous n'avons pu en arriver à une entente.

**LE PÉTROLE—LES PRÉVISIONS QUANT À UNE PÉNURIE
POSSIBLE—L'OPPORTUNITÉ DE LA CRÉATION D'UN
ORGANISME FÉDÉRAL DE COMMERCIALISATION**

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): J'aurais une question supplémentaire à poser au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, monsieur l'Orateur. Vu que les États arabes, particulièrement l'Arabie Saoudite, ont annoncé, pour novembre, une réduction de 25 p. 100 de la production du pétrole, et encore une de 5 p. 100 en décembre, et vu qu'il est fort possible que le pétrole vénézuélien soit détourné vers les États-Unis, puis-je demander au ministre si son ministère a fait une étude sur ce que nous pouvons prévoir comme approvisionnements de pétrole importé cet hiver? Le ministre a-t-il évalué quelle serait la différence entre les 900,000 barils par jour dont nous avons habituellement besoin et ce que nous recevrons probablement?